

La Vie Internationale

Réflexions sur un débat

Le long débat qui s'est institué à la Chambre française sur l'armée européenne et l'intégration économique et politique de l'Europe des six a été suivi à l'étranger avec attention, avec compréhension pour nos difficultés, mais sans complaisance. Ce qui a été dit, estime-t-on, compte moins que les mobiles véritables et le plus souvent cachés qui inspiraient les discours, passions et combats politiques, intérêts économiques et professionnels. Pourquoi se demande-t-on aussi, la France qui a inspiré ces idées de communauté européenne jusqu'en 1951, les combat-elle aujourd'hui avec une telle vigueur? C'est à ces questions qu'il faut répondre avec franchise.

La renaissance allemande.

Il y a d'abord et avant toute autre considération la renaissance extraordinairement rapide de l'économie allemande, renaissance qui n'est pas seulement le fait de l'énergie et de la discipline d'un peuple mais aussi de l'application, comme le rappelait récemment le ministre Ehrhard, des principes et des méthodes de l'économie libérale. En matière monétaire une stricte orthodoxie conforme aux données de la réforme de 1948, en matière économique une pleine responsabilité laissée à l'initiative privée et une collaboration loyale des travailleurs. Les sacrifices très durs consentis par ceux-ci ont porté leurs fruits et leur sort est aujourd'hui comparable à celui des autres nations libres du continent, depuis l'extrême misère de l'après-guerre. Si les mêmes méthodes avaient été acceptées chez nous, nul doute que notre économie serait plus prospère qu'elle n'est.

La hausse des prix français.

Si, d'autre part il y avait eu peu d'opposition en 1950 aux perspectives d'intégration européenne c'est que les prix français étaient inférieurs aux prix mondiaux et que dans l'Europe d'alors, nos possibilités d'expansion étaient considérables. Le marché européen nous était largement ouvert et nous l'aurions dominé si l'on avait aboli les barrières douanières.

La situation est aujourd'hui exactement inverse. Nous sommes le pays le plus cher d'Europe et l'ouverture des frontières serait notre ruine. La raison essentielle est fort simple: depuis 1950 les salaires (on l'oublie trop souvent) ont augmenté de 80 pour cent en moyenne, les prix de quarante — à l'extérieur la moyenne est de 15 et 10 respectivement. — Les charges sociales de plus grèvent ce salaire de 47 pour cent contre dix à vingt-cinq chez nos concurrents. Sait-on qu'en Angleterre, pays socialement très avancé, les allocations familiales sont de 3 % du salaire horaire pour deux enfants, de 15 % pour cinq, tandis que chez nous, avant les augmentations projetées elles sont respectivement de 40 et de 110 pour cent!

Nous aurions tout lieu d'être fiers d'une telle réalisation, mais on comprend aisément que dans ces conditions les possibilités de concurrence sont nulles. D'où le protectionnisme dans lequel nous sommes enfermés. Notre économie est enviable, comme le disait M. Reynaud, et l'Europe impossible tant que nos voisins ne se seront pas alignés sur nous et il est douteux qu'aucune nation accepte de présenter un budget où la fiscalité et la parafiscalité absorbent plus de la moitié du revenu national net.

On dit que nos dépenses militaires étaient excessives. Elles ne sont cependant pas sensiblement supérieures proportionnellement à nos ressources, à celles des autres nations et ceux qui parlent de les réduire considérablement savent bien que cela est impossible, le coût de l'armement augmentant sans cesse. Quant à la guerre d'Indochine, si elle grève notre budget réel de 7 ou 8 pour cent, on sait bien que, même si la paix était faite dans les meilleures conditions imaginables, l'aide américaine une fois déduite, l'économie ne serait pas considérable pendant plusieurs années. Dire le contraire est pure démagogie.

Seule une autorité supranationale peut résoudre le problème français.

Dans ces conditions le salut ne serait-il pas de confier à une autorité supra-nationale le soin de procéder à l'égalisation des chances entre les différents pays. Elever le prix de revient des uns et abaisser celui des autres de façon à faire une Europe où les chances seraient égales pour tous? autrement l'Europe se ferait au profit des uns, comme la Hollande et l'Allemagne; et au détriment des autres comme la Belgique et la France; c'est la seule et indispensable condition d'une intégration. De cela personne ne parle et pour cause. Tous veulent tricher.

Le Gallup français sur la C.E.D.

Une controverse s'est établie sur un sondage fait dans l'opinion française pour savoir qu'elle était sa réaction en face des projets d'armée européenne. Cette enquête a montré que beaucoup ne connaissent pas la question et étaient incapables d'y répondre; mais que parmi les autres, plus de 2 sur 3 étaient favorables à la C.E.D. On a contesté ces chiffres avec fureur. Il nous semble cependant que l'homme de la rue, d'après nos propres interrogations est en général assez affirmatif sur deux points:

D'abord que la rivalité séculaire entre la France et l'Allemagne doit être surmontée et qu'une coopération des deux pays est souhaitable et même indispensable — que la C.E.D. et ses annexes offre assez de garanties pour être tentée; — qu'elle est préférable bien qu'imparfaite à toute autre solution.

En second lieu, la plupart reconnaissent que la sécurité de la France ne peut-être assurée par ses forces militaires auxquelles les Français ne croient plus; le souvenir de la débâcle de mai 1940 a laissé une profonde empreinte. On sent confusément que la pression du monde slave sur l'Europe n'est pas un phénomène passager. Même si le communisme disparaissait ce qui est tôt au tard probable.

Cette pression ne se relâcherait nullement, peut-être s'accroîtrait-elle; l'exemple de Tito est inquiétant à cet égard. Pour résister à cette pression, la conjonction des forces françaises et allemandes est malheureusement indispensable.

La réduction des effectifs américains en Europe.

Sur ce problème de sécurité un fait est significatif. Il a été question ces temps-ci d'une réduction des effectifs américains en Europe. On a cru voir là le désir des Etats-Unis de se décharger sur la future armée allemande du soin de défendre notre continent et de permettre aux soldats américains de rentrer chez eux. Cette nouvelle d'ailleurs en principe démentie, a provoqué une vive émotion même chez ceux qui voyaient sans déplaisir nos murs se couvrir de « U. S. go home ». Quand un peuple réfléchit sur son destin, les humeurs passagères cèdent à la raison même si cette raison ne peut s'exprimer clairement. Malheureusement le problème actuellement est plus économique que politique. En face d'une Allemagne prospère « l'homme malade » de l'Europe fait triste figure.

Notre économie peut-elle être redressée.

Un redressement de notre économie ne paraît guère possible présentement. La démagogie et la faiblesse de l'exécutif l'excluent. C'est là le point sombre. On a dit de tous côtés, à gauche comme à droite, que nous étions à la veille d'un 1789. Une révolution ne résoudrait rien, bien au contraire, car les privilèges à abattre ne sont pas tous du même côté. Elle aboutirait à une dictature; de quelque côté qu'elle vienne elle aggraverait la situation et surtout isolerait la France du reste du monde libre et nous priverait de ce qui nous reste de plus précieux nos amitiés qui toutes se fondent sur la liberté qui se dégage de notre ambiance.

Nous nous excusons de ces réflexions qui paraissent du domaine intérieur. En fait, elles résument et expliquent les commentaires des observateurs étrangers, souvent meilleurs juges de nous, que nous mêmes.

CRITON.